

Air Canada

Si Air Canada avait besoin de 300 millions d'équipement, pourquoi n'aurait-on pas pu trouver cet argent? Le gouvernement aurait pu limiter ses indemnités des clients de la Norbanque et de la BCC à 700 millions et garder le reste pour qu'Air Canada ne soit pas vendue par un gouvernement à cours d'argent.

Le gouvernement estime qu'il doit vendre Air Canada, mais il est capable par contre de dire que la défense de l'Arctique exige l'achat d'une douzaine de sous-marins à propulsion nucléaire qui coûteront officiellement 8 milliards, mais plus vraisemblablement près de 16 milliards, selon tous les experts.

● (1320)

Je pense qu'il faudrait demander au Canadien moyen, monsieur le Président, si dans l'ensemble les gens préféreraient que nous ayons un sous-marin de plus ou que nous utilisions la moitié ou le tiers de son prix d'achat pour faire en sorte qu'Air Canada reste un levier national, une société qui continue d'appartenir à tous les Canadiens.

Il y a une chose qui m'intrigue à ce sujet...

M. Scowen: Il n'en faut pas beaucoup pour vous intriguer.

M. Cassidy: C'est de savoir comment diable on peut vendre aux Canadiens une chose qui leur appartient déjà. Cela m'intrigue vraiment. Faire cela, ce n'est pas élargir le nombre des actionnaires d'Air Canada, c'est le diminuer.

Après la privatisation, si elle a lieu, il y aura quelque milliers de Canadiens, quelques Américains ou autres étrangers qui vont contrôler Air Canada, qu'ils détiennent 45 ou 100 p. 100 de son capital. Voilà encore un exemple des tromperies du gouvernement et du manque d'honnêteté du premier ministre (M. Mulroney) et du ministre responsable, le vice-premier ministre (M. Mazankowski), et des autres qui participent à l'opération. Leur manque d'honnêteté tient du fait que le gouvernement prétend que la part majoritaire du capital d'Air Canada va rester entre les mains du ministre des Transports (M. Bouchard). Mais le ministre des Transports et le ministre chargé de l'opération, le vice-premier ministre, ont annoncé expressément que la possession de cette tranche de 55 p. 100 va rester une possession passive, sans exercice du droit de vote. En d'autres termes, elle va rester à la remorque des décisions prises par les administrateurs choisis par les actionnaires privés. Voilà une chose qui nous laisse dans une drôle de situation à mon avis. Cela veut dire qu'en fait le contrôle d'Air Canada aura été cédé, même si la majorité des actions restent entre les mains du ministre des Transports.

Permettez-moi de dire en ma qualité de porte-parole de mon parti pour les questions financières—et je tiens à ce que cela soit bien compris—que si dans quelques mois nous sommes portés au pouvoir, comme tout semble l'indiquer, et que nous constatons que 55 p. 100 des actions d'Air Canada sont encore entre les mains du ministre des Transports, nous ne nous estimerons pas liés par les promesses du gouvernement actuel à propos d'une possession passive qui suivra aveuglément la voie tracée par les actionnaires privés. Voilà un engagement sans scrupules, un engagement qu'aucun gouvernement ne devrait

prendre. Si les Canadiens possèdent la majorité des actions d'Air Canada, ils devraient avoir le droit de diriger la compagnie, comme cela se fait dans le secteur privé.

Les gens d'affaires insinuent qu'Air Canada, parce qu'elle est une compagnie publique, agit parfois injustement. C'est de la foutaise. Le président d'Air Canada, qui malheureusement préconise la privatisation, a fortement réagi aux insinuations qu'Air Canada avait recours à des pratiques commerciales injustes. En réponse à une critique formulée par CP Air, M. Taylor a indiqué que ce n'était pas la taille d'Air Canada qui préoccupait CP Air, mais plutôt le savoir-faire de ses dirigeants. Il a ajouté que 25 millions de citoyens canadiens possèdent des actions dans sa compagnie et que bon nombre d'entre eux s'intéressent de près aux intérêts de l'entreprise. Je crois que cela est important. J'y reviendrai dans un instant à cette véritable ferveur pour l'entreprise publique qui a si bien servi notre pays jusqu'à maintenant. Il serait regrettable de ne pas la soutenir dans le cas d'Air Canada. Quand les Canadiens aperçoivent la feuille d'érable encadrée qui est l'emblème d'Air Canada, ils savent que cela leur appartient.

Il y a dix ou quinze ans, Air Canada possédait peut-être une trop grande part du marché, contrôlait peut-être trop les marchés, ce qui lui avait valu des critiques. À l'époque, le service laissait aussi à désirer. Laissez-moi vous dire que les choses se sont améliorées. Au fil des ans, cette ligne aérienne a remporté de nombreux prix soulignant son efficacité, ses services touristiques, sa courtoisie, son bon service et ses mesures de sécurité. De plus, ses statistiques d'exploitation la classent parmi les plus grandes compagnies aériennes en Amérique du Nord. Air Canada, c'est une bonne ligne aérienne.

Je veux que MM. Taylor et Jeannot ainsi que tous les employés d'Air Canada sachent que, en tant que Canadien, je suis fier d'Air Canada. D'après moi, nous ne devrions pas essayer de les punir en vendant Air Canada et en ayant honte de la contribution qu'elle apporte au pays depuis quelques années.

En outre, si le gouvernement avait des preuves que la société avait trop d'employés et qu'elle était mal gérée, il disposait de trois ans et demi pour renverser la situation. Il a remplacé le président d'Air Canada et mis en place une nouvelle direction qu'il a chargée de faire du bon travail.

Chez British Air, un tiers des effectifs ont été licenciés avant que Margaret Thatcher ne vende la société au secteur privé. Contrairement à cette société, Air Canada n'a pas eu de problèmes avec son personnel ou, si elle en a eu, je n'ai pas entendu le gouvernement en parler pour justifier la vente.

Le gouvernement soutient qu'Air Canada cessera d'être rentable à moins d'être privatisée. Au cours des 10 dernières années, la compagnie a réalisé des bénéfices dépassant 300 millions de dollars. Elle a fait des profits durant 10 des 12 dernières années. Rien n'indique que cette situation changera. En fait, Air Canada aurait réalisé l'an dernier des bénéfices supérieurs à 100 millions, n'eût été un conflit de travail à la fin de l'année.